EGALITE MAG.com

la newsletter

Novembre 2026

N°31

ÉDITO



Une femme à la Primature, c’est bien. Un budget qui fait avancer l’égalité, c’est encore mieux !

Depuis fin septembre, le Maroc a une cheffe du gouvernement. Sur les réseaux, certains parlent d'« *épidémie* ». Au Parlement, le PLF 2027 ne consacre toujours aucune ligne à l'égalité. Je crois que ce sont les deux faces d'un même problème.

Sous des vidéos publiées le 13 octobre par un créateur de contenu marocain, un internaute écrit qu'il faut « *oublier le mariage jusqu'à ce que cette pandémie soit passée* ». La pandémie, c'est Fatima Ezzahra El Mansouri. Première femme nommée à la tête du gouvernement dans l'histoire du pays, elle est devenue en quelques jours le symptôme d'une maladie imaginaire : celle d'une société qui se « *féminiserait* » et où les hommes perdraient leur place.

Wissal Belhaouari décortique ce discours dans la chronique que nous publions ce mois-ci. Elle a écouté douze épisodes de deux podcasts marocains, « Machi Rojola » et « Testostérone », et lu les commentaires qui les accompagnent. Le scénario ne varie pas. Les hommes vont mal, et la coupable

est toute trouvée : la femme qui travaille, qui divorce, qui choisit, et surtout la féministe. Je vous invite à la lire en entier, parce qu'elle montre ce que nous sous-estimons trop souvent. La manosphère n'est pas un bruit de fond. Au Maroc, elle rassemble déjà des dizaines de milliers de personnes, elle forme des jeunes hommes et leur apprend à mépriser les femmes et surtout celles qui revendiquent leurs droits.

Face à cela, on attendrait du gouvernement qu'il prenne la mesure du problème. Les chiffres disent autre chose.

Le projet de loi de finances 2027 est en discussion à la commission des finances de la Chambre des représentants. Il contient des mesures sociales réelles : la pension de veuvage passe de 50 % à 100 % de celle du défunt, une aide directe d'au moins 600 dirhams par mois est prévue, les petites factures d'électricité des ménages éligibles seront prises en charge. Beaucoup de femmes en bénéficieront, et c'est tant mieux. Mais comme le rappelle Dounia Z. Mseffer dans nos colonnes, c'est de la protection sociale, pas une politique d'égalité. L'égalité n'a toujours pas de ligne budgétaire propre, ni objectifs chiffrés, ni calendrier, ni indicateurs.

L'ADFM l'a dit avant le vote du programme gouvernemental, le 22 octobre. Des députés, y compris dans la majorité, le répètent aujourd'hui en commission. Ils demandent des lignes budgétaires explicites, un rapport annuel sur les dépenses d'égalité par secteur et par territoire, un calendrier et des moyens pour l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discrimination (L'APALD), et un financement durable des centres d'accueil des femmes victimes de violence, y compris en milieu rural.

En apparence, ce sont deux sujets différents. Moi je pense, qu'au fond, ils racontent la même histoire. Quand l'égalité reste un mot dans un discours, sans argent et sans échéance, elle laisse le terrain libre à ceux qui la présentent comme une menace. La violence numérique contre les femmes figure parmi les priorités de l'ADFM, mais elle n'a aucun budget. Les influenceurs masculinistes, eux, n'ont besoin de personne pour financer leurs vidéos.

Reste la Moudawana. Le nouveau gouvernement a prêté serment le 16 octobre. Le projet du nouveau Code de la famille n'est toujours pas déposé et aucune date n'a été annoncée. Ghislaine Mamouni, présidente de Kif Mama Kif Baba demande qu'il le soit dans les cent premiers jours, et elle rappelle une évidence que je voudrais répéter ici : cette réforme coûte « *zéro dirham* ». Elle n'attend aucun arbitrage budgétaire. Elle attend une volonté politique.

Je ne fais pas partie de celles qui voient dans une femme au pouvoir une victoire féministe automatique. On doit pouvoir critiquer Fatima Ezzahra El Mansouri sur ses choix, comme n'importe quel responsable politique, mais pas contester sa légitimité parce qu'elle est une femme. Les commentaires sur la « pandémie » relèvent de cette seconde attitude. Ce que nous réclamons relève de la première.

Voici donc ce que nous attendons de son gouvernement, concrètement. Une ligne budgétaire pour l'égalité dans la loi de finances 2027, avec des indicateurs et un rapport annuel. Des moyens réels pour l'APALD. Le dépôt du Code de la famille avant la fin janvier, au terme des cent premiers jours. Et une réponse sérieuse aux violences numériques, qui ne se limite pas à des campagnes de sensibilisation.

Le symbole est historique, je ne le nie pas. Mais un symbole ne finance pas un centre d'accueil pour femmes victimes de violence, il ne dépose pas un projet de loi et il ne fait taire aucun podcast masculiniste. Le budget 2027 sera voté dans les semaines qui viennent, et nous le lirons attentivement.

Une femme à la tête du gouvernement n'est pas une pandémie. Une égalité sans budget, en revanche, est une maladie chronique. Nous la connaissons depuis trop longtemps pour l'accepter encore.

Aïcha Zaïmi Sakhri
Directrice de publication,
Egalitemag

ACTU

Par **Dounia Z. Mseffer**



Égalité effective : l'ADFM exige des actes, pas des promesses

Programme gouvernemental sans chiffres ni calendrier sur l'égalité : l'ADFM interpelle le Parlement. Ses demandes résonnent désormais jusque dans le débat sur le projet de loi de finances 2027.

À la veille du vote du programme gouvernemental 2026-2031 par la Chambre des représentants, le 22 octobre, l'Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM) a livré une analyse critique sévère des engagements de l'exécutif en matière d'égalité. Selon elle, ces engagements « *demeurent, dans l'ensemble, généraux et ne s'accompagnent pas de spécifications quantitatives suffisantes, d'échéanciers, de ressources financières ni de mécanismes de mise en œuvre et d'évaluation, contrairement à ce qui a été annoncé pour d'autres priorités économiques et sociales* ».

Ce traitement à deux vitesses interroge, pour l'association, sur la volonté politique réelle de placer l'égalité au rang des priorités, et sur les garanties politiques, institutionnelles et financières capables de transformer ces promesses en résultats mesurables pour les femmes et les filles dans toutes les régions. L'ADFM rappelle aussi les conclusions de son propre suivi des programmes électoraux de 2026. Fondé sur 66 indicateurs, ce travail a révélé de nets écarts entre les partis dans la prise en compte des droits des femmes. Les formations de la majorité portent donc, selon elle, une responsabilité commune : traduire leurs engagements de campagne en choix gouvernementaux clairs, plutôt que de se contenter de compromis qui les réduiraient à leur strict minimum.

Lire l'article sur notre site web

CHRONIQUE

Par **Wissal Belhaouari**



La femme, coupable idéale des discours masculinistes

Il suffit d'écouter quelques minutes de certains podcasts animés par des hommes sur les masculinités ou les relations entre les sexes pour retrouver toujours le même scénario, raconté avec des mots différents : les hommes ont perdu leur place dans la société, ils ne savent plus comment être des hommes, les familles se défont, les relations amoureuses deviennent difficiles… Et derrière presque chacun de ces désastres, une coupable toute désignée : la femme. Plus précisément, la femme qui travaille, qui refuse de se soumettre, qui demande l'égalité, qui divorce, qui parle de ses droits, qui ne veut plus être choisie mais choisit elle-même. Et surtout, la féministe.

Dans ces discours, le féminisme n'est presque jamais présenté comme un mouvement qui réclame l'égalité et interroge les rapports de pouvoir. Il devient une force destructrice, responsable de tout ce qui ne fonctionnerait plus dans la vie des hommes. La masculinité serait en crise parce que les femmes ont changé, parce qu'elles ont réclamé des droits et des libertés, parce qu'elles ont cessé d'accepter la place qu'on leur avait assignée. C'est là que le discours masculiniste devient particulièrement puissant : il transforme des questions sociales en fautes imputées au féminisme. Au lieu de se demander pourquoi certains hommes vivent une solitude affective, pourquoi les injonctions à

la virilité produisent de la souffrance, pourquoi tant de garçons apprennent très tôt qu'un homme ne doit ni pleurer, ni demander de l'aide, ni montrer sa vulnérabilité, il préfère chercher une responsable extérieure, sans jamais remettre en question les normes qui produisent ces frustrations. Le féminisme devient alors l'ennemi parfait.

Lire la chronique sur notre site web

Wissal Belhaouari, est écrivaine, travailleuse sociale et chercheuse en études de genre. Cette chronique s'appuie sur ses travaux sur les représentations des masculinités dans les podcasts marocains.

Si on vous l'a transféré n'hésitez pas à vous abonner pour la recevoir chez vous et surtout, à partager autour de vous!

Merci de nous lire et de nous faire connaître !

EGALITE MAG.com

Faites-nous part de vos commentaires par e-mail : contact@egalitemag.com
et invitez un ami à s'inscrire à notre Newsletter.

Vous recevez cet e-mail parce que vous vous êtes inscrit à La Newsletter de égalitémag.com
Gérer vos préférences | Voir notre politique de confidentialité | vous désabonner

Copyright © EGALITEMAG.com, 2025